

**ARRÊTE MUNICIPAL N° 2023/13**  
**AUTORISANT L'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC A TITRE**  
**PRECAIRE ET REVOCABLE**  
**ET REGLEMENTANT LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT**  
**AU PLUS PRES DU N°38 RUE DE STALINGRAD**  
**LE 13 JANVIER 2023**

Le Maire d'Ermont,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,  
**Vu** le Code général de la propriété des personnes publiques, et notamment en ses articles L. 2122-1 et L. 2125-1,  
**Vu** le Code de la route, et notamment en ses articles R. 110-2, R. 411-1 et R. 411-8,  
**Vu** le Code pénal, et notamment en son article R. 610-5,  
**Vu** le Code de la voirie routière, et notamment en son article L. 113-2,  
**Vu** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes, et les arrêtés suivants le complétant et le modifiant,  
**Vu** le règlement sanitaire départemental du Val d'Oise pris par arrêté préfectoral du 29 août 1979 modifié par les arrêtés préfectoraux du 25 janvier 1985, du 22 janvier 1992 et du 7 février 1996,  
**Vu** la délibération prise par le Conseil Municipal de la Commune d'Ermont en date du 30 décembre 2001 approuvant le règlement d'occupation du domaine public,  
**Vu** la délibération n° 2022/28 du Conseil Municipal fixant les tarifs applicables sur la Commune d'Ermont pour l'année 2022, en date du 18 février 2022,  
**Vu** les arrêtés municipaux réglementant la circulation et le stationnement sur le territoire de la Commune d'Ermont,  
**Vu** l'arrêté municipal n°2021/762 du 12 octobre 2021, portant délégation de signature au Directeur du Pôle Attractivité du Territoire et Ressources,  
**Vu** la demande d'autorisation du domaine public en date du 04 janvier 2023 formulée par **Monsieur REVEZ José, 25 rue Tarbe des Sablons – 95600 EAUBONNE**, et qui n'a pas fait l'objet d'opposition,

**Considérant** que le dossier fait apparaître une occupation du domaine public de la Commune d'Ermont, dans le cadre d'un stationnement de camion pour un déménagement au n°1 rue Anatole France ;

**Considérant** que ladite parcelle est ouverte au public, ce qui lui confère un statut de domanialité publique ;

**Considérant** que le règlement d'occupation du domaine public applicable sur le territoire de la Commune prévoit ce type d'occupation ;

**Considérant** la nécessité d'assurer la sécurité du public, des usagers de la route et du personnel effectuant les travaux à proximité du chantier ;

**Considérant** que ces mesures de sécurité nécessitent une modification temporaire de la réglementation relative à l'occupation du domaine public, à la circulation et au stationnement ;

**ARRETE**

**Article 1 : Monsieur REVEZ José** est autorisé à occuper le domaine public **le 13 janvier 2023, au plus près du n°38 rue de Stalingrad**. Cette autorisation est délivrée à titre personnel, précaire

et ne peut être cédée. Elle est révoquée à tout moment, sans indemnité, en cas de non-respect par le permissionnaire des obligations susvisées ou pour toute autre raison d'intérêt général.

**Article 2 : Le 13 janvier 2023, au plus près du n°38 rue de Stalingrad :**

- La circulation est alternée sur la voie restante,
- La signalisation est mise en place le jour de l'intervention par la société de déménagement,
- La circulation des piétons est déviée devant le chantier,
- La vitesse est limitée à 30 km/h.

**Article 2 : Le 13 janvier 2023, au plus près du n°38 rue de Stalingrad,** le stationnement est interdit. Tout véhicule se trouvant stationné sur les lieux de l'interdiction est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du Code de la route et pourra faire l'objet d'une mise en fourrière par les forces de l'ordre.

**Article 3 :** La présente autorisation est assortie des prescriptions suivantes qui devront être mises en place dès le début du chantier :

- Les Services Techniques Municipaux affichent le présent arrêté sur les lieux, fournissent et posent les barrières ainsi que la signalisation nécessaire à la réservation. L'entretien est assuré par le pétitionnaire,
- Le stationnement est interdit à tout véhicule d'approvisionnement du chantier, même temporairement en double file, sur les trottoirs ou sur tout autre endroit non autorisé par le présent arrêté,
- Aucune manœuvre en marche arrière sur la voie publique n'est autorisée,
- Le pétitionnaire doit obligatoirement effectuer la mise en place de la signalisation réglementaire et procéder à son maintien et à son entretien pendant toute la durée du chantier,
- Le pétitionnaire doit impérativement assurer un accès permanent (24h/24h) aux organes de coupure (EDF-GDF-EAU, etc...) qui peuvent être présents sur le domaine public occupé,
- Le pétitionnaire doit tout remettre en état à la fin du chantier et veiller à conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la durée de l'occupation,
- En cas de dégradation ou de salissure, la Commune fait procéder aux travaux de remise en état des lieux, aux frais exclusifs du permissionnaire.

**Article 4 :** Le pétitionnaire est tenu de s'acquitter de la redevance d'occupation du domaine public en conformité avec les tarifs fixés par la délibération n° 2022/152 en date du 23 septembre 2022.

Emprise nécessitant un barrage de rue ou avec circulation alternée	la journée	144 €
--	------------	-------

Pour la période demandée, le montant s'élève à :

Tarif / jour	Nb de jours	Total	Mois concerné
144 €	1	144 €	Janvier

**Article 5 :** Tout constat de non suivi des prescriptions édictées à l'article 3, fera l'objet d'une information par tout moyen écrit au pétitionnaire, **monsieur REVEZ José**, qui sans mise en conformité dans les 24 heures, entraînera une pénalité financière de 500 € par jour, puis au-delà de 10 jours, l'abrogation de plein droit du présent arrêté. En cas de nécessité, la Commune d'Ermont se réserve également le droit de facturer le déplacement de l'astreinte dont le montant est fixé à 250 € + 120 € l'heure de main d'œuvre.

**Article 6 :** Le présent arrêté entre en vigueur à compter de sa publication. Nonobstant la disposition précédente, le présent arrêté est affiché sur les lieux 48 heures avant le début de l'évènement. Par suite, le pétitionnaire fait appel à la Police Municipale d'Ermont qui constate la conformité de la mise en place des mesures de signalisation règlementaires.

**Article 7 :** Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Il est possible de saisir le Tribunal administratif par l'application informatique Télérecours Citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le bénéficiaire peut également saisir l'autorité compétente d'un recours gracieux. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse (l'absence de réponse au terme des deux mois vaut rejet implicite).

**Article 8 :** Monsieur le Maire, Madame la Directrice Générale des Services, Madame la Commissaire Divisionnaire de Police, Monsieur le Chef de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Ermont, le 10.01.2023

Pour le Maire et par délégation,  
Stéphane VIGNE



Directeur du Pôle Attractivité  
du Territoire et Ressources

Exécutoire en vertu de l'article R. 2131-1 du CGCT  
Publié le 11.01.2023